

Le Courriel d'information

n°214 – Mardi 27 février 2001.

SAUVONS LA MONDIALISATION

Dans ce numéro

1- Chroniques d'une semaine mexicaine
2- Les multinationales, véritables ennemis de la mondialisation.
3- Fiscalités en Europe : le secret bancaire en point de mire !
4- CIRAD et EPIC
5- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

En bref...

1- Chroniques d'une semaine mexicaine. En exclusivité, nous suivons pas à pas l'armée zapatiste qui a entamé sa marche vers Mexico ainsi que les mobilisations contre la réunion régionale du World Economic Forum à Cancun. Alors que ce week-end le Financial Times « itself » reconnaissait dans une pleine page signée John Lloyd que Davos est has been et que c'est à Porto Alegre qu'il s'était produit quelque chose, il multiplie les appels du pied. Après avoir refusé le dialogue organisé par Article Z, et sûrement s'en être mordu les doigts, le WEF propose de rencontrer les mouvements sociaux sur un terrain neutre et avec des journalistes à Cancun aujourd'hui.
2- Les multinationales, véritables ennemis de la mondialisation. Nous sommes la mondialisation. Il faut donc la sauver. La sauver de qui ? des multinationales. Elles tentent sous couvert de traités multilatéraux (qui n'ont de multilatéral que le nom et les efforts de « relations presse ») de segmenter et de mettre en coupe réglée le monde, les peuples... nous.
3- Fiscalités en Europe : le secret bancaire en point de mire. Un paradis fiscal est une île confetti au milieu d'une mer tropicale. Pas seulement ! Un paradis fiscal est un pays de l'Union européenne comme le Luxembourg, des aberrations logiques comme l'Andorre ou Monaco, proche de nous. Pas seulement ! Tous nos pays, à des degrés divers et dans des « niches » particulières sont des paradis fiscaux... pour certains.
4- CIRAD et EPIC. Quelques précisions qu'il est très utiles d'apporter.

Chroniques d'une semaine mexicaine

Les zapatistes, Davos et la mondialisation.

Mercredi 21 février, le matin très tôt

TV Azteca / Scènes de la vie urbaine, en direct grâce aux hélicoptères qui survolent la ville. A l'américaine : faits divers, embouteillages, etc. La, le scoop était le face à face entre un petit groupe d'étudiants qui occupaient une faculté - un tas de chaises et de tables faisant office de barricade -, et une centaine d'élèves studieux accompagnés de leurs parents. Un des multiples contre coups de la grande grève de l'université de Mexico trop peu soutenue, à l'époque, par la gauche. Aujourd'hui, les occupants protestaient contre l'expulsion de l'université de dirigeants de la grève, accusés par les autorités universitaires d'avoir agressé des professeurs...

Mercredi 21 février, début de matinée, premier rendez-vous avec Sergio, du Front zapatiste, ami de longue date et militant de toujours

Tout étonné en arrivant ici. Un nouveau président, Vincente Fox, candidat du PAN, la droite pro-américaine et réactionnaire, héritière des "cristeros" contre-révolutionnaires, qui donne aux zapatistes des ouvertures qui



n'avaient jamais été concédées par le PRI, le "Parti Révolutionnaire Institutionnel" au pouvoir depuis plus de 60 ans. Un gauche affaiblie par sa défaite aux présidentielles, et un mouvement social très faible, en même temps qu'une grande popularité des zapatistes. Le Mexique est un pays ou la révolution est partout présente, les portraits de Sapata et de Villa se vendent dans toute la ville de Mexico qui a donne à la plus longue avenue du monde - plus de 100 km - le nom "d'insurgentes", les insurgés. Un pays où, comme en France, les émotions populaires peuvent se cristalliser très vite en crise politique. On est loin d'en être là, et si on a l'impression d'une paix à portée de main, c'est qu'il y a coïncidence de projets politiques différents. Pour les zapatistes, il s'agit de prendre en compte l'écart énorme entre un mouvement indigène - dont les zapatistes ne sont qu'une des composantes - en pleine ascension, et le reste du mouvement social. Les organisations paysannes sont divisées et affaiblies, le mouvement urbain, très puissant dans les années 1980, est en pleine crise et le syndicalisme indépendant a du mal à émerger face à la bureaucratie "charro" de la CTM, la centrale du travail mexicain. La marche (de l'armée zapatiste, cf sous-commandant Marcos, dans le Courriel précédent) est centrée sur les zones indigènes, les dates ont été choisies pour permettre la rencontre entre les zapatistes et le congres national indigène, qui réunit son troisième congres et attend près de 15 000 délégués représentants tous les peuples indigènes du pays. Les revendications zapatistes procèdent de la même logique : centrées sur la mise en oeuvre des accords de San Andres, il s'agit d'accorder une grande autonomie aux communautés indigènes. Pour Vincente Fox, l'enjeu est double. Il s'agit tout d'abord de recomposer un paysage politique domine par le PRI, aujourd'hui en pleine crise. Pour cela, Fox ne veut pas donner trop de poids au PAN, trop marque à droite, et préfère les bonnes vieilles recettes du bonapartisme, ou du caudillisme latino-americain. Un accord avec les zapatistes lui permettrait d'équilibrer son image politique, quelques jours après une rencontre avec Georges W Bush où les deux hommes ont témoigné d'un accord profond. Mais il s'agit aussi d'une option de plus long terme. Dans ces 20 dernières années, deux zones de conflits ont déchiré l'Amerique Latine : le monde andin, du Pérou à la Colombie, et l'Amérique Centrale, de Panama au sud du Mexique. C'est cette dernière zone que Fox entend stabiliser, en accord avec les autorités américaines. Un des principaux projets de son programme électoral était le plan "Panama-Puebla", sensé assurer le développement économique de cette région, grâce à l'établissement de zones franches et à la multiplication de moyens de communications. Le but est de faire descendre toujours plus au sud les "maquilladoras", en profitant du bas niveau des salaires dans la région, et de permettre ainsi une croissance qui pourrait stabiliser à long terme l'Amérique Centrale. Là aussi, ce projet exige la fin du conflit au Chiapas.

Mercredi 21 février dans l'après midi

Hector di CILAS, un institut de recherche sur les questions syndicales, m'avait demande si j'accepterai une interview ou un débat a "Reforma", un des principaux quotidiens du pays. Il s'agissait d'un débat, organisé de manière très formelle, filmé et enregistré pour une diffusion sur Internet en parallèle à la sortie du quotidien. De notre côté, nous étions trois. Santiago s'était joint à nous. Il représentait un mouvement de jeunes radicaux, le mouvement du 26 février, en référence à la date où commence à Cancun la réunion de la session américaine du "World Economic Forum". De l'autre côté, ceux de Davos. En l'occurrence Claudia Gonzales, chargée des relation avec la presse, et Jose Maria Figuerez, ancien président du Costa Rica et actuellement chargé de mission tant à l'ONU qu'à Davos, où il dirige "l'agence pour un agenda mondial". L'étonnant dans cette affaire n'est pas venu des arguments échangés. Jose Maria Figueres s'en est tenu à la vulgate actuelle des dirigeants des institutions internationales : "Il faut reconnaître qu'il y a beaucoup de déficiences dans le processus actuel... il faut un important investissement dans le social... et faire un grand effort sur les questions environnemental". Sans dire un mot sur les moyens nécessaires et, surtout, sans jamais se demander si la prise en compte de ces préoccupations était compatible avec la "mondialisation libérale". L'étonnant était dans la démarche elle-même. Nous nous sommes rapidement rendus compte que l'idée de ce débat n'avait pas germé à "Reforma", propriété du "groupe de Monterrey", un des principaux groupes financiers du Mexique, mais venait du "World Economic Forum". Ceux-ci cherchaient le dialogue, à l'occasion du débat, mais plus encore sur le long terme. Nous n'avons pas réussi à savoir s'ils s'étaient trompés de clients - pensant avoir en face d'eux des ONG ravies "d'entrer dans le jeu" en étant invitées à Cancun -, ou s'il s'agissait d'une nouvelle orientation rompant avec celle exprimée à Davos, où nous étions qualifiés de gens "sans aucune idée, tout juste bon à casser des vitrines". Hector leur propose un nouveau débat public, à Cancun, dans un



endroit neutre, journal ou TV, en présence de toute la presse. Nous serons bientôt fixés !

Mercredi 21 février au soir, réunion des représentants des groupes du FZLN de la capitale, avec Sergio et Javier, animateurs du front. La discussion ne porte que sur une question : l'organisation des initiatives de soutien à la marche. Des tas d'idées, des initiatives locales un peu partout, en particulier pour le dimanche 25, jour de départ de la marche à San Cristobal de las Casas. Mais en même temps, peu de choses en regard de l'immensité de l'agglomération - autour de 25 millions d'habitants. Comme s'il s'agissait de se préparer à catalyser un mouvement beaucoup plus profond qui se manifesterait quand la marche arriverait à la capitale. Entre le 25 février et le 11 mars, date d'arrivée, une date : le 3 mars, un méga concert pour la paix, dont Sergio pense qu'il peut se transformer en initiative de soutien aux zapatistes.

Jeudi 22 février, tôt

TV Azteca. Tous les quarts d'heure, un spot "pour la paix". Il s'agit de deux initiatives, organisées par les deux principales chaînes privées du pays, TV Azteca et Televisa. Une campagne géante de signature, sur un mot d'ordre simple "la paix est possible, si nous la désirons tous en même temps", les signatures étant récoltées dans les boutiques et magasins de grandes chaînes de distribution et entreprises privées. Et un concert, tout aussi géant, le 3 mars, au stade Azteca, sur le même mot d'ordre.

TV Azteca. Dans le flot quasi ininterrompu de publicités, une d'entre elle se remarque. Un film d'archives montre Marcos discutant avec "Tacho", un commandant zapatiste, et la conclusion s'impose : pourquoi viennent-ils à Mexico ? Pour se précipiter au magasin X, bien sur !

Jeudi 22 février, dans la matinée

"Reforma" ouvre sur une tribune de Ignacio Loyola, gouverneur de l'état de Queretaro, qui traite Marcos de "lâche" et refuse l'entrée de la marche dans son état. C'est un des noeuds de la situation. Pour acccéder aux demandes des zapatistes, il faut changer la constitution, ce qui demande l'accord de 2/3 des élus. Si l'orientation de Fox est claire, et s'il est soutenu par les grands groupes financiers du pays et très probablement par "tout ce qui compte" sur le plan international - Jose Maria Figueres ne tarissait pas d'éloge à son égard -, il reste à convaincre les caciques. Et ils sont nombreux, tant au PAN, où ils reprochent à Fox le peu d'espace qui leur est laissé, qu'au PRI, en pleine crise, mais dont certains dirigeants verraient avec plaisir Fox s'enliser dans un conflit sans fin avec les communautés indigènes. La campagne de TV Azteca et de Televisa se comprend mieux dans ce contexte. Il s'agit tout à la fois de réduire l'espace dont pourraient bénéficier les caciques tout en faisant pression sur les zapatistes pour une paix rapide, même s'il faut, pour cela, qu'ils acceptent des compromis et des reculs sur les accords de San Andres.

Jeudi 22 février, toute la journée

C'est la réunion d'un séminaire international sur le thème "syndicalisme et mondialisation". Au-delà de l'intérêt des rencontres que permet ce type de réunion, celui-ci a permis de toucher du doigt une des principales difficultés qui attendent les zapatistes après le 11 mars et la signature éventuelle de l'accord de paix.

Les Mexicains présents au séminaire étaient, pour la plupart, des militants de l'UNT, l'Union Nationale du Travail, le regroupement des principaux syndicats indépendants du pays. Le plus important est le syndicat des téléphonistes dont le dirigeant Juarez, était encore il y a peu membre du PRI. Viennent ensuite le "SME", les électriciens de la ville de Mexico, qui ont mené une longue lutte contre la privatisation de leur compagnie, puis toute une série de syndicats, dont le FAT le "Front Authentique des Travailleurs", la plus ancienne confédération indépendante.

Si tous sont convaincus des dégats causés par la mondialisation libérale, il est cependant clair que le syndicalisme mexicain n'est pas encore entre dans le cycle mondial de lutte qui a démarré à Seattle. La jonction avec les étudiants en grève en 1999 et 2000 n'a pas eu lieu, et leur rapport au zapatisme est ambigu. Ainsi, alors que les demandes pour rencontrer Marcos et les zapatistes après le 11 mars affluent de toutes parts, y compris de milieux patronaux, il a été difficile d'obtenir une démarche de ce type émanant du syndicalisme. Une lettre est envoyée à San Cristobal de las Casas, mais sans les signatures des téléphonistes et du SME !

Si la jonction entre le zapatisme et le mouvement indigène apparaît acquise, tout va être beaucoup plus difficile pour le reste du mouvement social et le FZLN, le front qui s'est constitue dans tout le Mexique après le



soulèvement du zapatiste, devra connaître une mutation radicale et sortir de son rôle principal - le soutien au Chiapas - s'il veut aider à la reconstitution d'un mouvement social. A moins que surgissent de nouvelles structures ou de nouvelles formes d'organisations.

Dans tous les cas, l'insertion des zapatistes dans la construction de ce mouvement international contre la mondialisation libérale qui émerge actuellement facilitera les synergies et les alliances au Mexique même. Une insertion au sens pratique et physique car, sur le plan du sens, elle n'est plus à faire. Les zapatistes ont été les précurseurs de ce "mouvement mondial" en situant l'insurrection de janvier 1994 - le jour de la proclamation de l'ALENA, la zone de libre échange nord-américaine - dans la double lignée de la défense de l'identité indienne et de la lutte internationale contre le néolibéralisme.

Vendredi 23 février, fin de matinée

Passage au Zocalo, la grande place de Mexico, pour le départ des cars en partance pour la marche. Des italiens surtout - ils sont 300 -, des espagnols et quelques dizaines de français, dont deux militants d'AC! et une de SUD. Confirmation que tous vont à San Cristobal et qu'aucun italien ne se rendra à Cancun pour participer aux manifestations contre Davos en Amérique.

Vendredi 23 dans l'après midi

TV Azteca. Une tête patibulaire annonce les mesures de sécurité pour Cancun : 1600 des "Forces Préventives", un corps de police créé tout récemment, 30 chiens de combat, 100 véhicules, 3 hélicoptères et 1 avion.

Suit un long passage sur les étrangers qui participeraient aux manifestations. Ils doivent se garder de toute action politique mais, rassure l'interviewé, "nos agents de renseignements ont identifié les responsables étrangers qui pourraient manifester". A ma connaissance, nous ne serons que 2 "étrangers" à Cancun, l'autre étant Gustavo, un paraguayen vivant au Brésil et représentant la CUT, la grande centrale du pays !

En fait, les étrangers visés sont surtout les italiens de Ya Basta qui, en italie, font aussi partie des "Tutti Blanci" présents à Prague et à Nice et qui, ici, sont devenus sans que l'on sache les raisons du changement de nom, les "singes blancs".

Vendredi 23, début de soirée

Rencontre avec le représentant au Mexique du "Financial Times" très intéressé par les contacts entre Davos et les militants "anti-globalisation" qui, ici, sont dénommés "globalophobiques". Il faut dire que l'orientation de Davos et, plus globalement, des responsables internationaux, a évolué plusieurs fois dans la dernière année.

A Seattle, le ton était donné par la presse économique : le front entre syndicalistes, environnementalistes et jeunes radicaux est trop hétérogène pour perdurer. Deux mois plus tard, pour la session 2000 de Davos, l'ampleur du mouvement de protestation est pris en compte et le ton change : "il faut le dialogue, il faut écouter les manifestants", même si ces bonnes paroles restent sans effets.

Pendant l'été 2000, cette orientation se précise, et c'est l'ONU qui donne le ton en créant "Global Compact", une structure qui réunit autour du secrétaire général Kofi Annan des représentants de la "société civile", ONG mais aussi multinationales... Un moyen de faire le tri entre les ONG et les mouvements, mais aussi de se donner des marges de manoeuvre face aux états, et en particulier aux gouvernements des Etats Unis d'Amérique.

Davos 2001 a suivi le mouvement. Le débat, oui, mais à Davos, et dans un cadre fixé par le "World Economic Forum". Tout le reste, les manifestants de Davos comme les participants au "Forum Social Mondial" de Porto Alegre, est hors champ. Le débat télévisé organise par "ArticleZ" www.madmundo.tv a ainsi été refusé par Davos, qui a poussé la mesquinerie jusqu'à désacrédité les journalistes de cette agence !

Le succès de Porto Alegre et la disproportion des moyens militaires mis en oeuvre a Davos pour protéger le W.E.F a considérablement affaibli cette orientation.

Nous verrons ce qu'il en est à Cancun !

Vendredi 23, fin de soirée

TV Azteca, comme les autres chaînes de TV, passe en boucle l'intervention télévisée de Vincente Fox saluant le départ de la marche zapatiste, insistant sur l'importance, pour le gouvernement, de la question indigène, mais rappelant qu'il faudra signer la paix rapidement !

Samedi 24



Arrivée au Chiapas. Un voyage qui permet de vérifier que les guerres et les conflits sont de puissants accélérateurs à la construction de routes et de voies de communications... Et de visiter San Cristobal de las Casas, charmante petite ville coloniale.

C'est aujourd'hui que se rassemblent les 20 commandants de l'EZLN qui dirigeront la marche. Un grand meeting est organisé sur le Zocalo, la place de la cathédrale. Probablement près de 10 000 personnes, dont la moitié vient de la ville, du reste du Mexique et des délégations internationales. Mais l'autre moitié, qui force le respect et l'émotion, vient des bases d'appui zapatistes. Ils arrivent dans une longue colonne de camions. Il fait nuit, la colonne stoppe et reste là plus d'une heure. Les milliers d'indiens, hommes, femmes et enfants portant tous des passe-montages, restent dans les camions, dans un silence total, regardant ceux qui les accueillent dans une timidité réciproque. Ils ont tous des sacs à dos : de quoi manger et dormir sur place, dans la rue, pour saluer le départ de la caravane le lendemain matin. Apres de longues heures de retard, le meeting démarre.

Il commence par un communiqué : les 20 délégués zapatistes seront 21. Aux commandants se rajoute un architecte, Fernando Yanez, qui sera chargé de toutes les rencontres avec les délégations voulant entrer en contact avec les zapatistes, et en particulier les parlementaires. Fernando Yanez est connu dans la gauche mexicaine. Venant de Monterrey, c'est le frère du fondateur du FLN - l'ancêtre de l'EZLN - César, tué au combat dans les années 1970. Arrêté pour collaboration avec l'EZLN en 1995, libéré quelques mois plus tard, il disparaît de la scène publique jusqu'à aujourd'hui. Sa nomination a ce poste clé montre que l'EZLN entend contrôler sérieusement tout le processus de négociation qui s'ouvrira après le 11 mars.

L'autre moment fort du meeting, c'est la remise du "bâton de commandement" à Marcos. Une tradition indienne par laquelle un peuple confie à un mandataire la possibilité de le représenter. Un des enjeux de la marche sera de voir combien de ces bâtons seront remis à l'EZLN dans son avancée vers Mexico.

Dimanche 25 dès 7 heures du matin

La marche quitte San Cristobal. A la sortie de la ville, les milliers d'indiens des bases d'appui saluent le départ de leurs représentants

Dimanche 25, 11 heures

La caravane arrive à Tuxtla, la capitale de l'état du Chiapas. Des milliers de personnes – peut-être cinq milles - guettent au loin l'arrivée des autobus, dans une avenue qui a été fermée à la circulation quelques heures auparavant. Après les voitures de la police fédérale et de la presse, le car des commandants est le premier à arriver. On se presse autour de la fenêtre où Marcos salue la foule. Il n'y a plus les bases d'appui, les seuls présents - avant la descente des cars des délégations étrangères - sont les habitants de la ville. Deux types de participants se côtoient : des militants pro-zapatistes - quelques centaines, mais surchauffés -, et une foule venue voir, des curieux, mais surtout des militants ou d'anciens militants, syndicalistes, ou membres de partis de gauche. Ils applaudissent quand Marcos cite leur syndicat ou leur organisation sociale, mais ne scandent pas E.Z.L.N - prononcez é, zeta, el, ene - comme les jeunes militants. Mais ils sont là, et, à voir cette première étape, on a l'impression que les zapatistes sont en train de gagner la première manche, celle de la mobilisation.

Dimanche 25 février, début de soirée.

Arrivée à Cancun dans le parc du centre ville où se tient le Forum social alternatif. Des centaines de personnes sont rassemblées : des représentants du RMALC, le "réseau mexicain de lutte contre les accords de libre échange", des militants associatifs de Cancun et beaucoup de jeunes, d'ici et, surtout, de Mexico. Ceux-ci sont arrives dans l'après midi en autobus. Un voyage encore rallongé par les persécutions policières : les bus ont été bloqués plus de 4 heures aux barrages de la police où de nombreuses affaires ont été dérobées, tracts, livres, nourriture, et jusqu'à des chaussures ! A la tension due à la fatigue et à la pression policière se rajoutent des problèmes politiques. La grande majorité des jeunes, rassemblés dans le "mouvement du 26 février" et le "réseau de désobéissance civile" tiennent à ce que leurs actions soient pacifiques, alors que d'autres groupes voudraient des actions plus musclées. Les débats ont duré une bonne partie de la nuit !

Dimanche 25 février, tard dans la soirée

Le "World Economic Forum" a finalement accepté l'organisation d'un débat public avec le Forum alternatif. Reste à en fixer les modalités, ce que nous faisons avec Claudia, du W.E.F. Le débat aura lieu mardi 27, de 7h40 à 9h, dans un endroit neutre, salle de restaurant ou d'hôtel, à

égale distance du centre ville où nous nous trouvons et l'hôtel où se tient la réunion du W.E.F. Le modérateur sera un journaliste de la TV mexicaine connu pour la qualité de ses interventions. Il y aura cinq personnes de chaque côté ; le débat aura comme thème principal la question du développement, et il aura lieu en espagnol. La seule modalité qui pose problème est la présence d'équipes de télévision : le débat sera ouvert à toute la presse, mais le W.E.F ne veut pas de camera, estimant que, de leur côté, leur présence peut gêner des panélistes qui ne sont pas accoutumés aux médias ! Finalement, un accord se dégage pour que les journalistes de TV soient présents sans camera, sauf à la fin du débat où une présentation des conclusions, qui pourra être télévisée, sera faite par les deux parties.

Lundi 26 février, tôt dans la matinée

Tournée de la zone hôtelière pour voir où en est le dispositif policier. L'occasion de voir Cancun : un centre ville et une zone hôtelière qui s'étend sur une fine bande de terre séparée d'un côté par la mer - que l'on ne voit jamais, elle est cachée par les hôtels - de l'autre par une lagune. L'hôtel du W.E.F est au bout de la zone hôtelière, a plus de 15 km du centre. La présence policière est discrète, il n'y a, de toute manière, aucun risque. Nous sommes quatre, il y a Hector, du CILAS et du RMALC, Gustavo, de la CUT brésilienne et Ana, une actrice de télénovela mexicaine : en cas d'intervention policière, sa notoriété peut sans doute aider à calmer le jeu. Ana a été la vedette d'une télénovela récente qui entendait innover en traitant de problèmes politiques et sociaux. Pas assez à son goût d'où une rupture qui a alimenté les discussions dans le pays. Les télénovelas mexicaine ont un temps de retard sur leur concurrentes brésiliennes. Là-bas, devant le retentissement du Forum social mondial de Porto Alegre, le dernier épisode de la télénovela la plus écoutée a été modifie : Rai, l'ancien footballeur du Paris St Germain, y est apparu, terminant la série en déclarant "moi, je fais partie de ceux qui pensent qu'un autre monde est possible". Fin de la série.

Christophe Aguiton
Animateur du groupe international d ATTAC France. attacint@attac.org

Les multinationales, véritables ennemis de la mondialisation.

Ils continuent à le détruire. Un an après l'échec des discussions de Seattle sur le commerce mondial, des groupes entraînés et bien organisés ont, sans pitié, mis en lambeaux la crédibilité de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Si des mesures fermes ne sont pas prises, il existe un danger réel qu'ils provoquent l'effondrement du système de commerce régulé et qu'ils détruisent les efforts pour réduire la pauvreté et l'inégalité globale.

Ceux qui freinent ne viennent pas du mouvement de protestation de plus en plus croissant contre la globalisation et l'OMC. Ce sont les gouvernements des pays les plus riches du monde qui continuent à utiliser leur pouvoir pour subordonner l'OMC à leurs intérêts nationaux et à la poursuite des profits des entreprises, sans aucune considération quant au coût que cela représente pour les pays pauvres, la santé publique et l'environnement.

Les médias à Seattle, Prague et, dans une certaine mesure, Nice, ont centré leur attention sur les manifestations de rues d'une poignée de "globalophobes" encapuchonnés qui disaient leur mépris pour les vitrines des Mc Donalds. Mais l'authentique bataille avait lieu hors des caméras, où les pays en développement ont combattu l'abus du système des gouvernements du Nord. Alors que les pays pauvres se sont vus obligés de libéraliser leur marché, les pays riches ont maintenu leur protectionnisme, en particulier dans les secteurs comme le textile et l'agriculture. L'autorité de l'OMC qui dirige la globalisation, s'étend à de nouveaux domaines comme les droits de propriété intellectuelle. Le processus des négociations s'est poursuivi d'une manière profondément anti-démocratique, les grands pays préparant les accords en secret.

L'authentique catastrophe de Seattle en 1999 a été causée par la faillite des Etats-Unis et de l'Europe à affronter ces préoccupations. Le mois dernier, le commissaire européen du commerce, Pascal Lamy, a déclaré qu'il pensait que le moment était venu pour que la Communauté Européenne revoit sa position sur le commerce mondial si une nouvelle table de conversations multilatérales avait lieu.

Aucune mention des réformes que le Royaume-Uni et les autres pays avaient considéré indispensables pour que l'OMC devienne plus démocratique et transparente, n'avait encore été faite. La charade continue. Prenons le protectionnisme.

Chaque année, les pays en développement perdent 700 milliards de dollars à cause des barrières commerciales des pays riches : pour



chaque dollar d'aide et de remise de la dette que le monde riche octroie, les pays pauvres en perdent 14 du fait de la barrière commerciale. La réduction de ces barrières créerait des emplois et sortirait des millions de personnes de la pauvreté.

Malheureusement, le rapport post-Seattle est accablant. Les pays industrialisés ont promis d'améliorer l'accès à leurs marchés à 48 pays moins développés, qui représentent 12 % de la population mondiale, mais seulement 0,5 % du commerce. Un an plus tard, rien n'a été fait.

Les pays pauvres qui exportent aux pays industrialisés sont confrontés à des taxes quatre fois plus élevées que celles appliquées aux pays riches. Les pays industrialisés ont promis d'éliminer les restrictions à l'importation de textiles, le 3ème produit le plus exporté dans le monde, mais moins de 10 % de ces restrictions ont été levées.

Mais, dans aucun secteur cette double mesure n'a été plus enracinée que dans l'agriculture. Les négociateurs nord-américains chantent les louanges du "terrain de jeu équilibré" pour les produits agricoles, mais les pays industrialisés ont dépensé plus de 240 milliards de dollars de subventions pour l'agriculture intensive mortelle pour l'environnement et les "libre-échangeurs" Etats-Unis ont également accru leurs subventions agricoles l'année dernière. Les pays pauvres perdent des marchés d'exportation et les aires rurales se détruisent à grande échelle, du fait que des millions de paysans d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine ne peuvent pas concurrencer l'agriculture subventionnée. La perte subséquente d'autosuffisance alimentaire est une bonne nouvelle pour les grandes entreprises agro-exportatrices qui dictent la politique commerciale nord-américaine, mais elle est très mauvaise pour la lutte contre la pauvreté.

L'Inde, le Kenya et la République Dominicaine ont demandé à l'OMC une clause de sauvegarde alimentaire qui leur permette de limiter les importations pour atteindre l'autosuffisance en aliments. Les Etats-Unis ont bloqué la proposition avec comme argument que cela provoquerait une distorsion des marchés. En réalité, l'OMC est utilisée pour s'assurer que les intérêts commerciaux des Etats-Unis s'imposent par rapport aux droits fondamentaux de l'homme.

Le même principe s'applique aux règles de l'OMC sur les patentes qui sont le produit d'une campagne de pression dirigée par les géants des secteurs pharmaceutiques et biotechnologiques. Ces normes ont étendu la durée et l'espace de la protection des patentes et refusent les demandes des entreprises sous la menace de sanctions commerciales ordonnées par l'OMC. L'une des conséquences est que des pays qui ont une solide industrie de produits pharmaceutiques génériques ne pourront plus produire longtemps de copies de médicaments patentés bon marché, pour des populations de bas revenus.

Ces industries sont capables de produire des médicaments pour traiter le VIH et le SIDA, à moins du vingtième du prix du marché de ses équivalents patentés, permettant une aide vitale à des millions de malades. L'Inde et l'Egypte ont sollicité plus de temps pour trouver un moyen de s'adapter au nouveau régime. La American Pharmaceutical Manufacturers Association a réclamé des sanctions contre ces deux pays et le Bureau du Commerce des Etats-Unis le leur a déjà signifié.

Au moment où la santé publique des pays pauvres est menacée par de nouvelles maladies et variantes, résistantes aux médicaments de vieilles pathologies mortelles comme la diarrhée, la rougeole et la pneumonie, les règles de l'OMC dictées par les entreprises et imposées par les gouvernements du Nord vont priver des millions de pauvres de l'accès à des produits pharmaceutiques vitaux, leur causant souffrances et décès prématurés à grande échelle.

Nous avons désespérément besoin d'un système de gouvernement global qui prenne en compte les personnes avant le profit des entreprises et qui permette de partager les bénéfices de la globalisation d'une façon plus équitable.

Kevin Wakkins.
1ère parution Correo Informativo ATTAC 76
informativo@attac.org
Traduction : traducteurs bénévoles
coorditrad@attac.org

Fiscalités en Europe : le secret bancaire en point de mire !

L Accord conclu, en novembre 2000 au sein d Ecofin (le conseil des quinze ministres de l Economie et des Finances de l Union européenne) est-il un pas « historique » vers une fiscalité plus équitable, où chacun(e) participerait, par ses impôts, au financement des



besoins collectifs et sociaux, au prorata de ses revenus et de son patrimoine ?

La difficile « harmonisation fiscale européenne » doit-elle rester un prétexte pour justifier des dispositifs typiquement belges qui empêchent de mettre davantage à contribution les plus riches ?

La présidence belge de l'Union européenne, au cours du deuxième semestre 2001, place ainsi les mouvements sociaux et citoyens devant leurs responsabilités.

Une fiscalité au service du néolibéralisme

Plus que les discours, les politiques effectivement menées permettent de juger de la réalité des choix politiques des gouvernements. Les mesures fiscales, prises aussi bien dans chaque pays membres de l'UE qu'au niveau européen, ont, jusqu'à présent, renforcé la concentration des richesses dans les mains d'une poignée de groupes et de personnes et creusent, en même temps, les inégalités sociales.

En 1989/90, les ministres des Finances de l'Union européenne adoptaient la liberté totale de circulation des capitaux entre les Etats de cette zone de libre échange. Ceci concerne à la fois les monnaies (avec la fin du contrôle des changes, notamment) et les actions/obligations (avec la création de nouveaux produits financiers).

A partir du 1er janvier 1993, les frontières au sein de l'UE ont disparu, avec, comme conséquence immédiate, la suppression de tout contrôle ou formalité à finalité fiscale, lors du franchissement physique des frontières intracommunautaires par les marchandises.

Tout ceci s'est fait sans prévoir une harmonisation des taxations des capitaux et des revenus des capitaux.

Les privilèges fiscaux accordés au capital et à ses revenus se sont accrus au fil de la construction européenne.

Aux motifs avancés d'« attirer les capitaux pour l'Investissement et pour…l'emploi », on a vu fleurir les mesures fiscales dérogatives pour les entreprises, visant à favoriser certaines zones géographiques (zones franches, etc.) ou certaines activités (par exemple, les centres de coordinations en Belgique - voir périodique Attac-Liège, avril-mai 2000 : « les centres de coordination, un scandale fiscal tout à fait légal – etc.).De plus, la fraude fiscale en matière de TVA des entreprises a crû de manière considérable depuis le 1er janvier 1993, avec la suppression des frontières au sein de l'UE. Au niveau européen, on peut risquer l'estimation de plus de 2000 milliards de FB de perte annuelle de recettes budgétaires.

En matière d'Impôts sur les patrimoines et les revenus des particuliers, les modifications intervenues ces dernières années dans plusieurs pays de l'UE ont été dans le même sens d'un allégement de la taxation des hauts revenus. En laissant croire aux pauvres et aux classes moyennes que leurs impôts vont sensiblement diminuer, les couches aisées ont l'opportunité de faire baisser leur contribution aux budgets publics (voir la dernière réforme fiscale en Belgique, périodique Attac-Liège, octobre-novembre 2000). L'Impôt sur les grosses fortunes, minime mais existant tout de même dans plusieurs pays – Allemagne, Italie, Danemark, France…- risque lui aussi d'être abandonné. Les paradis fiscaux, avec leur secret bancaire, leur vide juridique et leur fiscalité faible ou nulle, jouent également un rôle déterminant pour tirer vers le bas la taxation du capital.

Pour éviter de creuser les déficits publics – dus principalement à la baisse de l'Impôt sur les entreprises, la réduction des cotisations patronales à la sécurité sociale (149 milliards en Belgique pour 2001), l'absence ou la faible taxation des patrimoines financiers (et les revenus engendrés par ceux-ci) ainsi que des profits spéculatifs, les Etats de l'UE ont augmenté la charge fiscale pesant sur le travail salarié, non mobile, et sur les consommations des ménages (les impositions indirectes touchant de la même manière le chômeur et le riche !).

En même temps, le remboursement de la dette publique (en Belgique, plus de 600 milliards par an, remboursés surtout aux organismes financiers dans le pays, soit plus du quart du budget total de l'Etat), avec le recul de la masse salariale et la stagnation des salaires, des pensions et des minima sociaux, permettent de mieux rémunérer encore les actionnaires, les groupes financiers.

L'accord « historique » des Quinze sur la fiscalité de l'épargne

En novembre 2000, les quinze ministres de l'Economie et des Finances (Ecofin) aboutissaient à un accord destiné à harmoniser



la fiscalité des revenus de l'épargne. Accord qui devrait, dès le 1er janvier 2003, mettre fin à la concurrence déloyale entre Etats membres, dont certains attirent l'épargne des citoyens des autres pays grâce à des conditions fiscales nettement plus avantageuses. L'accord prévoit également un code de bonne conduite de la fiscalité des entreprises.

Est-ce la fin programmée des paradis fiscaux pour les Européens qui place leur épargne dans un autre Etat de l'Union, ou encore des régimes préférentiels pour des entreprises ? Est-ce la fin du secret bancaire à l'horizon,...2010 ?

Première précision. Cet impôt sur les revenus des épargnants non-résidents ne vise pas les actifs les plus rentables, à savoir les actions et les plus-values générées par la spéculation boursière. Il touche les obligations domestiques ou internationales, les intérêts (les titres à revenus fixes et les comptes bancaires), les revenus distribués par les sicav (et par leurs dérivés) à condition que ceux-ci se rattachent à des obligations. La directive devrait exclure tous les fonds qui investissent dans au moins 60% d'actions, ce qui devrait « donner beaucoup d'imagination à la place financière », a estimé le ministre luxembourgeois du Budget, Luc Frieden.

Deuxième précision. L'accord prévoit une période transitoire de 7 ans (2003-2010), avec, en bout de piste, la levée généralisée du secret bancaire.

Pendant cette période, trois pays, le Luxembourg, l'Autriche et la ...Belgique, qui maintiennent leur secret bancaire, appliqueront une retenue à la source des revenus de l'épargne de 15% (pendant 3 ans), puis de 20% (les 4 années suivantes). La retenue à la source est un impôt forfaitaire anonyme, bien accommodant pour une grosse fortune, surtout si elle n'a pas été déclarée aux autorités fiscales (en vertu du secret bancaire !).

Les recettes prélevées sur les non-résidents seront partagées entre le pays de l'épargnant (75%) et le pays où est prélevée la taxe (25%).

A quoi serviront ces recettes supplémentaires ? Notre ministre des Finances, Didier Reynders, a déjà sa petite idée : « elles serviront à financer la poursuite de la réduction des charges pesant sur le travail (les charges des entreprises ! ndlr) ».

De même, les recettes obtenues par le démantèlement du régime fiscal favorable accordé aux centres de coordinations des entreprises multinationales (les effets d'un tel régime de faveur devraient cesser au plus tard fin 2005 ou au-delà « pour tenir compte de circonstances particulières » !) devraient servir à financer la baisse du taux nominal d'imposition des entreprises. Un donné pour un repris en quelque sorte, même si le chiffre météorique de 362,4% d'augmentation des profits des multinationales dans le monde a été avancé pour la période située entre 1983 et 1999.

Pendant cette période de 7 ans, les douze autres Etats (qui ont déjà levé partiellement ou totalement le secret bancaire) appliqueront l'échange généralisé et automatique d'informations sur le revenu tiré de l'épargne de leurs non-résidents.

Troisième précision. Fin 2002, les Quinze d'Ecofin devront voter à l'unanimité la directive qu'il faudra encore transcrire dans les droits nationaux. Et oui, quand l'Europe veut avancer dans la privatisation des services publics, la règle de l'unanimité ne joue pas et les directives sont contraignantes. Quand il s'agit de justice fiscale ou d'Europe sociale, l'unanimité est la règle du jeu.

Ce n'est pas tout : d'ici fin 2002, l'Europe des Quinze devra obtenir de « pays tiers » - la Suisse, le Lichtenstein, Andore, Saint-Marin, Monaco ou encore les îles Anglo-Normandes – qu'ils lèvent leur secret bancaire. Le Luxembourg, premier centre en Europe pour les fonds d'investissements, en fait un préalable. La directive sur l'épargne pourrait bien ainsi attendre des années encore. Sauf si...

Mobilisations sociales et citoyennes

La fiscalité n'est ni une question « technique », ni un problème « complexe ». C'est un sujet totalement politique qui doit être pris en charge par les citoyens. Sans justice fiscale, il ne peut y avoir de justice sociale.

Un rapport de force social et politique est un préalable évident face aux multiples tergiversations et hypocrisies qui enrobent ce dossier de l'harmonisation fiscale des revenus du capital.

La présidence belge de l'Union européenne offre l'occasion de construire ce rapport de force dans l'unité la plus large. C'est l'occasion d'exiger du gouvernement fédéral une double démarche :

proposer des directives précises au niveau européen et concrétiser sans attendre certaines mesures sur le plan national.

Pour régler démocratiquement l'harmonisation de la fiscalité du capital, l'Union européenne devrait se doter d'une directive contraignante abolissant le secret bancaire fiscal et obligeant les Etats à échanger périodiquement les informations sur tous les revenus générés par les produits financiers, y compris les plus-values.

Dans le même temps, une autre directive pourrait établir un dispositif de sanctions à l'égard des paradis fiscaux et des centres offshore. La plate-forme d'Attac et ses nombreuses contributions en vue du démantèlement de ces pratiques méritent d'être soulignées.

La Belgique est probablement aujourd'hui le pays de l'UE le plus rétrograde en matière de transparence fiscale. Quand on compare la Belgique par exemple avec les trois pays voisins qui font également office de référence en matière de formation des salaires (Allemagne, France, Pays-Bas), il apparaît que le fisc belge est le fisc le plus mal outillé pour obtenir auprès des institutions financières des informations sur les contribuables. C'est un des derniers pays au secret bancaire, sans cadastre des patrimoines mobiliers (financiers) et sans impôt sur la fortune.

Une note commune de la FGTB et de la CSC, datée de septembre 2000 soulignait : « le FGTB et la CSC sont conscientes que certaines avancées ne pourront se faire qu'à l'échelle européenne. L'Union européenne ne peut toutefois pas toujours servir d'alibi : certaines mesures peuvent être prises à l'échelle belge pour assurer une meilleure connaissance de certains revenus et, par ce biais, une meilleure contribution de ces revenus aux recettes de l'Etat » Et de citer, comme mesures indispensables : « la suppression du secret bancaire fiscal, notamment pour permettre à l'administration fiscale une meilleure perception et un meilleur recouvrement de l'impôt » ; « la suppression des titres « au porteur » pour les remplacer par des « actions nominatives ».

En ce sens, nous saluons la campagne nationale de la CSC qui veut récolter d'ici juin (avant la présidence belge de l'UE) au minimum 300 000 pétitions, portant sur la suppression du secret bancaire et la mise en place d'un cadastre des fortunes au niveau belge, ainsi qu'un impôt sur la fortune au niveau européen. Des revendications qui font également partie des résolutions de la FGTB et avancées également, depuis 1996, par l'Appel des six cents.

N'est-ce pas le moment de porter ensemble, ces revendications : organisations syndicales, sociales, réseaux (Attac, réseau contre la spéculation financière, Appel des six cents...), partis... !

N'est-ce pas, pour la Belgique qui présidera de juin à décembre 2001 le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement ou encore le Conseil Ecofin, le moment de « balayer d'abord devant sa porte » !

Denis Horman, membre d'ATTAC-Liège, animateur de l'Appel des six cents.
liege@attac.org

CIRAD et EPIC

Vous nous avez envoyé quelques précisions suite à l'article que nous faisions paraître. Celles-ci sont essentielles. C'est la raison pour laquelle nous les publions. De plus cela nous permet de préciser que le Courriel n'est pas un « journal » mais une publication de bénévoles sur les thèmes de la plate-forme d'ATTAC. Aussi nos lecteurs sont-ils aussi nos rédacteurs, nos correcteurs, nos spécialistes, nos enquêteurs, nos correspondants... et vice-versa ! Merci donc à toutes et à tous.

Isabelle précise : « Juste une correction sur le CIRAD et les EPIC en général : ce sigle désigne un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC), (et non "intérêt") c'est-à-dire un organisme d'Etat dont les règles comptables et les méthodes de gestion s'apparentent à celles des entreprises industrielles et commerciales. (définition trouvée sur le site web du réseau ferré de France qui est aussi un EPIC). »

Mathilde analyse : « Je voudrais juste apporter une précision juridique et faire deux remarques sur le paragraphe relatif au CIRAD :
- un EPIC n'est pas un Etablissement public d'Intérêt Commercial, mais Industriel et Commercial, ce qui l'air de rien change un tout petit peu les choses, les mots ont un sens et il faut y faire attention. Le but ultime d'un EPIC n'est pas la commercialisation, l'objectif reste une mission de service public et pas de faire du profit, contrairement à ce que dit l'intervention. Le statut industriel et commercial est conçu comme un moyen (et pas un but) pour l'établissement public de s'affranchir des règles



lourdes de la comptabilité publique en raison des besoins spécifiques de la mission.
- Il est vrai que cette différence entre moyen et objectif est souvent confondue, par les pouvoirs publics eux-mêmes, qui n'apportent pas toujours les subventions nécessaires et incitent les établissements à se financer par le biais du marché. Nous assistons à une augmentation du nombre d'EPIC pour des missions qui devraient en toute logique juridique et institutionnelle pouvoir être effectuée dans le cadre d'établissements publics administratifs. Dans le secteur culturel par exemple, la Comédie française, quelques musées et les théâtres nationaux notamment ont aujourd'hui le statut d'EPIC. Par ailleurs le statut d'EPIC a souvent été l'étape intermédiaire avant la privatisation, comme dans le cas de France Télécom.
- Quant au CIRAD, le fait qu'il soit établissement public devrait être une sécurité en permettant une recherche dans des domaines sensibles encadrée par la puissance publique, qui a ainsi la possibilité ne pas se laisser avoir par le discours de sociétés dont l'objectif est justement le profit. C'est une bonne chose si son activité est véritablement orientée vers la connaissance et n'est pas perturbée par des éléments financiers ou de compétition entre chercheurs et si les citoyens ne se laissent pas imposer des décisions au nom du caractère technique de la question.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/>

Mardi: BE: VERVIERS – FR: PARIS 15 – PARIS 11

Mercredi: FR: ROCHEFORT – PARIS 11 – CHANCENEY - RENNES

Jeudi: BE: CHARLEROI – ES: MADRID – FR: NOISIEL – GRENOBLE – PARIS 14 – ANTIBES – PARIS 20 – RENNES

Vednredi : FR : PONTOISE – CAHORS - MONTREUIL